

L'investissement direct étranger en Algérie: Impacts, opportunités et entraves

GUERID Omar

*Maître assistant chargé de cours
Faculté des sciences économiques et de gestion
Université de Biskra.*

Résumé:

Compte tenu de l'expérience de nombreux pays, l'IDE (l'investissement direct étranger) est considéré aujourd'hui comme un facteur de développement.

Au cours des trois dernières décennies l'attitude de nombreux pays à l'égard de l'IDE s'est progressivement modifiée. En effet après avoir évité cet investissement, surtout pendant les années 1970 en raison de convictions idéologiques, les pays en voie de développement commencent à partir des années 1990 à déployer beaucoup d'efforts pour attirer l'IDE en proposant un climat d'affaires de plus en plus attractif

C'est pourquoi des pays nourrissent beaucoup d'espoirs sur ces investissements pour venir à bout de la pauvreté et du chômage ou au moins les réduire. L'IDE constitue également un moyen pour acquérir la technologie et pour moderniser l'industrie locale.

Ce travail se propose de répondre aux questions suivantes : Pourquoi tous les pays ou presque rivalisent-ils entre eux pour attirer autant que possible d'IDE? Ces derniers sont ils toujours bénéfiques pour les pays hôtes? Quels sont les obstacles qui risquent d'empêcher la pérennisation des IDE en Algérie? Comment l'Algérie peut-elle maximiser les avantages de l'IDE?

الملخص:

أصبح الاستثمار الأجنبي المباشر المصدر الرئيسي للتمويل الخارجي للدول النامية متجاوزا بذلك القروض الأجنبية بمختلف أنواعها، خاصة بعد تفاقم أزمة المديونية في بداية الثمانينات من القرن الماضي، بالرغم من أن الاستثمار الأجنبي المباشر كان ينظر إليه

خلال الستينيات والسبعينات بنظرة حذرة من طرف الدول النامية حيث كان ينظر إليه كعامل هيمنة يمس من السيادة الوطنية.

إما الآن فنلاحظ أن كل الدول سواء نامية كانت أو متقدمة، تتنافس من أجل تقديم مناخ استثماري جاذب للمستثمرين الأجانب، حيث أصبح بالإمكان القول بأن هناك إجماع دولي حول الآثار الإيجابية للاستثمار الأجنبي المباشر على اقتصاديات الدول المضيفة.

هذا المقال سيحاول الإجابة على الأسئلة التالية: لماذا كل الدول تقريبا تتنافس من أجل جذب أكبر قدر ممكن من الاستثمار الأجنبي المباشر؟، ما هي العوائق التي تعيق انسياب هذا النوع من الاستثمار إلى الجزائر؟، كيف يمكن للجزائر تعظيم المزايا من الاستثمار الأجنبي المباشر؟

Mots-clés: IDE, les FMN, croissance économique, climat des affaires, compétitivité, délocalisation, attractivité, développement humain.

Introduction

La plupart des pays en voie de développement, se trouvent confrontés aux problèmes du financement de leur activité économique, ces pays manifestent des besoins énormes en matière de capitaux (domestiques ou étrangers, publics ou privés) pour à la fois financer le déficit commercial de la balance des paiements et pour combler l'écart entre l'épargne et l'investissement nécessaires au développement, et dans la mesure où les recours aux crédits internationaux sont pour la plupart de ces pays limités par le niveau de leur endettement, l'IDE (investissement direct étranger) se présente comme substitut non générateur de dette. En effet, avec la crise des années 80, l'IDE n'a cessé d'attirer l'attention des décideurs, ces derniers ont abandonné complètement la thèse hostile à l'IDE. En effet, durant les années 1960 et 1970, l'IDE était regardé avec beaucoup de méfiance et de suspicion, sur des questions d'ordre politique plusieurs pays considéraient l'IDE comme une menace réelle et un facteur de dominance pouvant porter atteinte à la souveraineté nationale.

Mais aujourd'hui, la plupart des pays rivalisent afin de proposer un environnement attractif (code des investissements incitatifs, la libéralisation interne et externe, la politique de privatisation, les politiques économiques et les conditions de production les plus

attractifs....). On peut même dire que l'effet positif de l'IDE sur la croissance économique est presque devenu conventionnel car plusieurs organismes internationaux et des économistes pressentent l'IDE comme une sorte de remède miracle pour les "problèmes chroniques" des pays en voie de développement, car l'intérêt porté à l'IDE dans ces pays est justifié par de nombreuses attentes: l'IDE est synonyme d'un apport en capitaux, en expertise, en technologie, c'est aussi une ouverture sur les marchés internationaux, il fournit également des emplois et peut contribuer à la hausse de la productivité et à l'amélioration des capacités locales de gestion. On peut citer des pays comme la Chine ou Taiwan qui ont reconnu la contribution de l'IDE à leurs industries spécifiques.

Compte tenu de ces réalités, ce travail se propose de répondre aux questions suivantes: Pourquoi tous les pays ou presque rivalisent-ils entre eux pour attirer autant que possible d'IDE? Ce dernier est-il toujours bénéfique pour les pays hôtes? Quels sont les obstacles qui risquent d'empêcher la pérennisation des IDE en Algérie? Comment l'Algérie peut-elle maximiser les avantages de l'IDE?

PARTIE I : L'IDE : CONCEPTS CLES

I- Qu'est ce que l'IDE (investissement direct étranger)

-Pour le FMI l'IDE est " toute opération de prise de participation supérieure ou égale à 10 % au-delà des frontières nationales (création d'entreprises, prise de participation, les bénéfices investis, les emprunts entre filiales".

-selon l'INSEE,¹ les IDE sont "des investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés. Un IDE peut donc prendre diverses formes: création d'une entreprise à l'étranger, rachat ou prise de participation (acquisition d'au moins 10 % du capital social) dans une entreprise étrangère, réinvestissement des bénéfices par la filiale".

-Pour l'OCDE² l'IDE est " une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt et une influence significative dans la gestion d'une entité dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création)ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital.

- Selon la commission européenne³ l'IDE c'est " La mise en place ou l'acquisition d'actifs générateurs de revenus dans un pays étranger et, sur lesquels, l'entreprise qui investit a un contrôle ".

-Pour Karl P.Sauvant et Padma Mallampally (spécialistes des sociétés transnationales à la CNUCED) L'IDE, est l'investissement réalisé à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales en vue d'acquérir des actifs et de gérer des activités de production sur place⁴.

-Pour Richard E. Caves, l'investissement direct représente un mouvement de capital, mais le prêteur transfère des ressources et prend le contrôle du projet. L'essentiel de l'investissement direct passe par les firmes multinationales (FMN), définies comme des entreprises qui gèrent des unités de productions dans plus d'un pays⁵.

Ces deux dernières définitions de l'IDE mettent l'accent sur le fait que les FMN sont des éléments clés de l'IDE.

Alors, Qu'est ce que les FMN? Pourquoi une firme devrait-elle investir dans des capacités de production à l'étranger ? Elle n'en connaît ni la langue, ni les coutumes, ni les marchés locaux. Le gouvernement étranger peut par ailleurs ne pas être amical .Il doit exister une explication générale à ce que des firmes maximisatrices de profit, au moins dans certains secteurs, établissent des filiales à l'étranger malgré de tels obstacles

Qu'est ce que les FMN ?

-Pour Josette Peyrard une firme multinationale est un ensemble de sociétés de différentes nationalités, juridiquement autonomes, contrôlées par une société mère ou société holding.⁶

-L'ONU définit les FMN comme des "grandes entreprises transnationales qui possèdent ou contrôlent des infrastructures de

production ou de services à l'extérieur du pays dans lequel elles sont basées.

-Selon Cowling et Sugden: "Une FMN permet de coordonner la production depuis un centre stratégique de prise de décision lorsque l'entreprise est amenée à dépasser ses barrières nationales ".⁷

-Weekly et Aggarwal définissent les FMN comme "un groupe d'unités commerciales établies dans différents pays et dont les actions sont coordonnées par un centre de contrôle de gestion qui prend les décisions en fonction des opportunités et des objectifs globaux de bénéfices ".⁸

II- Croissance de l'IDE dans le monde

Selon le rapport 2006 sur l'investissement dans le monde établi par la CNUCED,⁹ l'investissement étranger direct a augmenté en 2005 pour la deuxième année consécutive. Ce phénomène se manifestant à l'échelle mondiale.

Les entrées d'investissement étranger direct (IDE) ont été considérables en 2005. Elles ont augmenté de 29 % - pour atteindre 916 milliards de dollars - après avoir déjà progressé de 27 % en 2004. L'IDE a progressé dans toutes les principales sous-régions, atteignant dans certaines des niveaux sans précédent dans 126 des 200 pays et territoires pris en compte par la CNUCED. Cela étant, les entrées mondiales d'IDE sont restées nettement en dessous du niveau record de 1 400 milliards de dollars de 2000. Comme c'était le cas à la fin des années 90, l'essor récent de l'IDE s'explique par la multiplication des fusions-acquisitions internationales, notamment parmi les pays développés. Il dénote également des taux de croissance plus élevés dans certains d'entre eux ainsi que le dynamisme économique de bon nombre de pays en développement et de pays en transition'.

Les entrées d'IDE dans les pays développés se sont chiffrées en 2005 à 542 milliards de dollars, en hausse de 37 % par rapport à 2004 (tableau 1), tandis que dans les pays en développement, elles ont atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré, soit 334 milliards de dollars. En pourcentage, la part des pays développés a légèrement augmenté, passant à 59 % dans les entrées mondiales d'IDE. La part des pays en développement a été de 36 % et celle des pays d'Europe du Sud-Est et de la Communauté d'Etats indépendants de l'ordre de 4 %.

Selon le même rapport le Royaume-Uni a vu les entrées d'IDE massivement augmenter de 108 milliards de dollars pour atteindre un

total de 165 milliards de dollars, ce qui en fait le principal destinataire pour 2005. En dépit d'une baisse du volume des entrées d'IDE, les Etats-Unis ont été, par ordre d'importance, le deuxième destinataire. Parmi les pays en développement, la liste des principaux destinataires est restée stable par rapport aux années antérieures, la Chine et Hong Kong (Chine) se plaçant en tête, suivis de Singapour, du Mexique et du Brésil. Dans le classement par région, l'Union européenne (UE) à 25 membres a été la destination favorite, avec des entrées se montant à 422 milliards de dollars, soit près de la moitié du total mondial. L'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est a reçu 165 milliards de dollars (un cinquième environ du total mondial), la sous-région de l'Asie de l'Est comptant approximativement pour les trois quarts dans la part régionale. L'Amérique du Nord vient ensuite avec 133 milliards de dollars, suivie de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale avec 65 milliards. L'Asie occidentale a affiché le plus fort taux de croissance des entrées d'IDE, soit 85 %, ce qui représente un montant de 34 milliards de dollars. L'Afrique a reçu 31 milliards de dollars, chiffre record pour cette région.

Le tableau (1) montre la répartition régionale des entrées des IDE durant la période 1994 – 2005.

Tableau N°(01): Répartition régionale des entrées d'IDE 1994-2005
En milliards de dollars et en pourcentage

Région/pays	Entrées d'IDE						
	1999-1994 (moyenne annuelle)	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Pays développés	373.9	1133.7	599.3	441.2	358.5	396.1	542.3
Europe	220.4	721.6	393.1	314.2	274.1	217.7	433.6
Union européenne	210.3	696.1	382.0	307.1	253.7	213.7	421.9
Japon	3.4	8.3	6.2	9.2	6.3	7.8	2.8
États-Unis	124.9	341.0	159.5	74.5	53.1	122.4	99.4
Autres pays développés	25.1	89.7	40.4	43.4	25.0	48.3	6.5
Pays en développement	166.4	266.8	221.4	163.6	175.1	275.0	334.3
Afrique	8.4	9.6	19.9	13.0	18.5	17.2	30.7
Amérique latine et Caraïbes	65.2	109.0	89.4	54.3	46.1	100.5	103.7
Asie- Océane	92.9	148.3	112.2	96.2	110.5	157.3	200.0
Asie	92.4	148.0	112.0	96.1	110.1	156.6	199.6
Asie occidentale	3.1	3.5	7.2	6.0	12.3	18.6	34.5
Asie de l'Est	58.5	116.3	78.8	67.4	72.2	105.1	118.2
Chine	40.7	40.7	46.9	52.7	53.5	60.6	72.4
Asie du Sud	3.4	4.7	6.4	7.0	5.7	7.3	9.8
Asie du Sud-Est	27.4	23.5	19.6	15.8	19.9	25.7	37.1
Océane	0.5	0.3	0.1	0.1	0.4	0.7	0.4
Europe du Sud-Est et CEI	7.8	9.1	11.5	12.9	24.2	39.6	39.7
Europe du Sud-Est	2.2	3.6	4.2	3.9	8.5	13.3	12.4
CEI	5.6	5.4	7.3	9.0	15.7	26.3	27.2
Monde	548.1	1409.6	832.2	617.7	557.9	710.6	916.3
Pour mémoire:							
Part en pourcentage dans les flux mondiaux d'IDE							
Pays développés	68.2	80.4	72.0	71.4	64.3	55.7	59.2
Pays en développement	30.4	18.9	26.6	26.5	31.4	38.7	36.5
Europe du Sud-Est et CEI	1.4	0.6	1.4	2.5	4.3	5.6	4.3

III- L'impact de l'IDE sur l'économie des pays d'accueils

Les gouvernements jouent un rôle important sur le développement et la promotion des activités de l'IDE .Ils offrent nombre d'incitations financières et non financières pour attirer les IDE dans leurs pays, souvent en compétition avec les pays voisins . On peut donc dire que La méfiance des gouvernements des pays hôtes à l'égard des firmes étrangères qui prévalait dans les années 70 et 80 a cependant laissé progressivement la place à des stratégies destinées à les attirer.

Cela explique le fait que les années 90 ont été marquées par une libéralisation importante des conditions d'investissement dans les pays d'accueil .Maintenant, le débat s'est déplacé de la considération des droits des pays et obligations des firmes à celle des droits des firmes et des obligations des pays d'accueil.

Le tableau (2) montre les modifications apportées aux régimes nationaux d'investissements durant la période 1992- 2005.

Tableau (2). Modifications apportées aux régimes nationaux d'investissement, 1992-2005¹⁰

Indicateurs	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Nb de pays ayant modifié le régime d'investissement</i>	43	57	49	64	65	76	60	63	69	71	70	82	102	93
<i>Nb de modifications:</i>	77	100	110	112	114	150	145	139	150	207	246	242	270	205
<i>Plus favorables à l'IDE</i>	77	99	108	106	98	134	136	130	147	193	234	218	234	164
<i>moins favorable à l'IDE</i>	-	1	2	6	16	16	9	9	3	14	12	24	36	41

Source: CNUCED, World Investment Report 2006

La question maintenant est de savoir pourquoi tous les pays ou presque rivalisent ils entre eux pour attirer autant que possible les IDE? Ce dernier est il toujours bénéfique pour les pays hôtes ?

L'analyse des impacts des IDE fait ressortir deux grands courants de pensée, dont les principales caractéristiques peuvent être brièvement rappelées ici. Selon la théorie néo-classique, les flux d'IDE correspondent à une adaptation des firmes aux conditions des

marchés nationaux et internationaux, en termes de coûts des facteurs résultant des dotations factorielles. Les capitaux devraient donc aller des pays où ils sont abondants vers ceux où ils sont rares car, dans ces derniers, les rendements des nouveaux investissements devraient être plus élevés. Cette réaffectation des capitaux améliorerait l'allocation des ressources, permettrait de valoriser les avantages comparatifs et devrait présenter des gains importants pour le pays d'accueil, notamment la hausse du revenu national, des exportations, l'amélioration de la productivité et la hausse des rémunérations des travailleurs à terme.¹¹

Historiquement, le débat sur le rôle des IDE dans les pays en développement s'inscrit dans le cadre de l'analyse dépendantiste, issue des analyses marxistes sur l'impérialisme, qui s'est initialement développée en Amérique Latine. Pour Prebisch, l'intégration au capitalisme est le facteur essentiel du sous-développement. En raison de la dépendance technologique des pays de la *périphérie*, l'accumulation du capital se fait au seul avantage des capitalistes (centre) et influe sur la répartition sectorielle des activités (biens d'équipement et biens de luxe). A court terme, les investissements étrangers auraient un impact positif rapidement contredit par un ralentissement des économies de la *périphérie*. La plupart des études portant sur les économies de la *périphérie*, concluaient que la présence de firmes multinationales augmentait les inégalités de revenus dans la mesure où ces firmes sont généralement localisées dans des enclaves (zones franches), essentiellement reliées au marché international. Les emplois ainsi créés représenteraient une faible part de la main-d'œuvre avec des salaires plus élevés que dans le reste du pays où la majorité des pauvres resterait marginalisée. Les dépendantistes mettent aussi l'accent sur l'influence que les firmes multinationales peuvent avoir sur la définition des politiques économiques des pays hôtes et comme nous l'avons souligné, la méfiance des gouvernements des pays hôtes à l'égard des firmes étrangères qui prévalait dans les années 70 et 80 va cependant laisser progressivement la place à des stratégies destinées à les attirer.¹²

Maintenant, il reste à savoir l'effet de l'IDE sur les économies des pays d'accueil

Les impacts positifs :

L'IDE est devenu une source importante de financement extérieur privé pour les pays en développement. À la différence des autres grands types de flux de capitaux privés extérieurs, il est motivé principalement par la perspective des profits à long terme que les investisseurs espèrent réaliser dans des activités de production qu'ils gèrent directement. Les prêts bancaires étrangers et les investissements de portefeuille, qui sont sensibles à une variété de facteurs (taux d'intérêt, par exemple), et enclins à un comportement grégaire, ne servent pas à financer des activités gérées par les banques ou les investisseurs, souvent à la recherche de profits à court terme. Le comportement des flux de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille, d'une part, et des flux d'IDE, d'autre part, à destination des pays d'Asie touchés par la tourmente financière de 1997 fait ressortir cette différence : cette année-là, les flux d'IDE vers les cinq pays les plus affectés sont restés positifs et n'ont que légèrement baissé pour l'ensemble du groupe, alors que les flux de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille chutaient abruptement, voire devenaient négatifs.¹³

-L'IDE et la croissance économique : Actuellement, les économistes tendent à reconnaître un effet global positif des IDE sur la croissance des pays en développement mais avec des nuances souvent importantes. Le graphique n° 1 montre notamment la diversité des situations possibles. Comment comparer l'Inde, dont le taux de croissance est supérieur à 5 % avec une faible présence d'IDE, et l'Angola, où l'importance des IDE va de pair avec une croissance négative, la Malaisie et la Chine, où les IDE vont de pair avec la croissance. L'impact des IDE sur la croissance sera dépendant des interactions qui se développeront (ou non) avec les variables suivantes, choisies en raison de leur importance dans le cas des pays en développement : le développement humain, l'investissement national, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté.¹⁴

En 2001 dix pays ont attiré 70% des IDE et 100 pays les moins lotis n'absorbaient qu'1%. Cela montre que les capitaux ne vont pas forcément là où ils sont les plus rares, car les rendements des investissements sont plus importants là où la main-d'œuvre est la mieux formée et les infrastructures les plus développées. Ce qui explique pourquoi les capitaux se dirigent, en fait, là où leur présence est déjà

forte, car des facteurs comme le stock de capital humain est essentiel pour déterminer l'amplitude des effets des IDE sur la croissance. Les travaux de Barro et Lee (1994), Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) montrent que dans les pays où le niveau de capital humain est très faible les effets des IDE sont négatifs.

Les IDE sont-ils à l'origine de la croissance économique du pays d'accueil ou est-ce plus tôt la croissance économique qui attire les IDE? D'abord, la croissance économique puis les IDE ou bien d'abord les IDE qui amèneront la croissance économique? Selon Abdelmadjid Bouzidi (économiste) c'est plutôt la première thèse qui semble se confirmer sur le terrain : la Chine, l'Inde, le Brésil, la Tunisie attirent les IDE, car ils affichent régulièrement de forts taux de croissance économiques, par la suite il y a une dialectique croissance économique/IDE l'un alimentant l'autre et vice-versa ¹⁶.

L'IDE et le développement des ressources humaines:

Dans le cas des pays en voie de développement, le transfert de savoir-faire technique et des techniques de management est utilisé pour améliorer la qualité du travail local, la gestion et les systèmes d'éducation et de formation. Cette amélioration permet aux pays en développement de rattraper leur retard sur le développement économique des pays industriels. Ce fut particulièrement important dans le cas du développement rapide des économies de Taiwan, de la Corée du Sud et de Hongkong, qui sont désormais considérées, compte tenu de leur importante capacité d'exportation, comme les pays nouvellement industrialisés ayant la croissance la plus rapide. L'éducation, les activités de formation, le paiement des salaires, ont été considérés comme les principaux mécanismes à travers lesquels l'IDE contribue à l'accumulation du capital humain.

Suivant Blomstrom et Kokko (1996), " Le transfert de technologie entre les multinationales et leurs filiales ne s'opère pas seulement via les machines, le matériel, les droits de brevet et l'expatriation des gestionnaires et des techniciens, mais également grâce à la formation des employés locaux des filiales. Cette formation touche la plupart des niveaux d'emploi, depuis les simples manœuvres jusqu'aux techniciens et gestionnaires supérieurs en passant par les contremaîtres". Les mêmes auteurs insistent sur l'importance relative des FMN dans l'enseignement supérieur. En effet, les deux auteurs indiquent que "

Bien que le rôle des FMN soit assez marginal dans l'enseignement primaire et secondaire, l'IDE pourrait néanmoins avoir un effet visible sur l'enseignement supérieur dans les pays hôtes. L'effet le plus important est probablement du côté de la demande... Cette demande de travail qualifiée par les FMN va encourager aussi les gouvernements à investir davantage dans l'éducation ou l'enseignement supérieur ". Par exemple, en Malaisie plusieurs centres de développement de compétences ont été établis conjointement par le gouvernement et les firmes multinationales. Le " Penang Skills Development Center " qui a connu un succès considérable, était le premier centre à avoir vu le jour à Penang grâce à cette coopération entre les FMN et le gouvernement malaisien.¹⁷

En Algérie, Schneider Electric est présente depuis le début des années 90. En 2001, le potentiel du marché algérien a conduit le groupe à créer une filiale industrielle et commerciale, Schneider Electric Algérie, qui dispose d'un effectif de 80 personnes, dont 50 ingénieurs. Des contrats commerciaux avec des distributeurs et tableautiers locaux ont permis également la création d'environ 100 emplois supplémentaires. La qualité étant l'une des priorités de la société, un certain niveau de performance est exigé de la part de ses partenaires. Conscient de l'importance du savoir-faire et de l'expérience dans la compétitivité, Schneider a créé en octobre 2002 une école qui dispense des formations techniques dans différents domaines (contrôle industriel, distribution électrique, etc.) par des formateurs qualifiés. Les objectifs sont multiples : assurer non seulement la formation de son personnel, mais aussi celle de ses clients.¹⁸

Cette politique volontariste de transfert de savoir-faire et de compétences est utile à la société et au pays.

- L'IDE et le commerce extérieur:

-En matière des importations, Les multinationales peuvent également contribuer à l'amélioration de la balance des paiements du pays d'accueil, notamment en produisant des biens importés auparavant (substitution de l'importation), et qui peuvent dès lors être exportés (retournement de la direction des échanges). Elles peuvent également améliorer leur propre compte de capital, grâce à leurs IDE, améliorant de ce fait la balance des paiements du pays d'accueil.

-En matière des exportations¹⁹, Plusieurs raisons expliquent l'engagement des pays dans le commerce international. Particulièrement les exportations, ont pour corollaire un afflux de devises contribuant au financement des importations. Elles permettent aussi d'obtenir des économies de spécialisation et des économies d'échelle. A ce sujet, les FMN peuvent être d'une grande utilité pour ces pays, étant donné que la principale activité d'une firme multinationale, est d'intégrer les marchés à travers les frontières nationales. Ainsi, dans la dernière moitié des années 1990 les 2/3 du commerce international était lié aux FMN. Ce qui est plus marquant, est que 1/3 de ce commerce mondial est de nature intra-firme,. L'OCDE avance que « les entreprises multinationales peuvent renforcer le caractère exportateur de l'économie nationale grâce à des atouts qui comprennent : l'excellente qualité de leurs produits, la reconnaissance de la marque et leur accès aux marchés mondiaux, leur capacité de lever les obstacles à l'utilisation de la dotation en facteurs de l'économie d'accueil et leur impact à long terme sur la compétitivité internationale du secteur d'activité du pays d'accueil .

Autres effets positifs:

- Transfert de technologie sous la forme de savoir – faire technique, de techniques de management et de techniques marketing. Il en résulte une externalisation de certains coûts, et des retombées positives bénéfiques aux entreprises locales et même à certaines branches du secteur public. Les entreprises locales bénéficient également du réseau d'alliances et de fournisseurs des multinationales et peuvent ainsi améliorer leur productivité.
- Les multinationales apportent également des capitaux faisant défaut dans leurs pays d'accueil (ou trouvent des capitaux sur place si les taux de change sont favorables) et, dans le cas des pays développés en particulier, ouvrent la voie vers des réformes nécessaires à la modernisation des institutions et des services financiers, permettant ainsi d'augmenter la productivité du capital.
- L'un des moyens les plus efficaces pour réduire la puissance monopolistique des entreprises locales, et de stimuler la concurrence nationale tout en encourageant l'entreprenariat, est d'attirer les multinationales dans le pays en s'assurant que leur entrée sur le marché ne se fasse pas par le biais de fusions acquisitions qui pourraient avoir

un effet contraire à celui escompté. C'est l'une des principales idées à l'origine des programmes de privatisation et de déréglementation entrepris par les gouvernements à travers le monde.

- L'entrée potentielle de multinationales sur leurs marchés pousse souvent les gouvernements à libéraliser leurs politiques en matière de commerce et d'investissement, en diminuant ou en supprimant les freins au libre-échange et à l'investissement. Il en résulte un accroissement du commerce et de l'investissement qui se traduit par une augmentation de la prospérité mondiale.
- les multinationales apportent une importante contribution à l'amélioration de la qualité des biens produits et consommés au niveau national et, en produisant des biens standards, elles contribuent à faire converger les goûts et les préférences des consommateurs au niveau mondial. Pour certains analystes, il s'agit d'un avantage, car cela rapproche des cultures différentes tout en permettant aux multinationales de diminuer leurs coûts.

Les impacts négatifs des IDE peuvent être résumés quant à eux comme suit ²⁰:

- La présence des multinationales est parfois perçue comme une sinistre menace à la souveraineté du pays d'accueil. C'est un argument particulièrement valide dans le cas des pays en développement qui sont souvent considérés comme vulnérables face à la puissance et à l'influence mondiale des multinationales. Leurs programmes de développement économique sont souvent assujettis aux conditions posées par les multinationales quant à l'afflux d'IDE. Les filiales des multinationales sont considérées comme les instruments de mise en œuvre des décisions de la direction de la maison mère, décisions qui peuvent ne correspondre en rien aux besoins et aux aspirations du pays d'accueil. Dans ce contexte, elles sont souvent accusées de néocolonialisme.
- La technologie apportée par une multinationale peut être insuffisante ou inadaptée aux besoins du pays d'accueil. Les méthodes de production basées sur une technologie moderne et sophistiquée par exemple (méthodes pour lesquelles le pays d'accueil peut ne pas avoir de main-d'œuvre ou d'industries de soutien suffisamment compétentes) peuvent nécessiter un système de production intensif en capital qui peut ne pas déboucher sur une création d'emplois aussi

massive que le gouvernement aurait pu le souhaiter. L'une des implications importantes du transfert de technologie moderne est que la multinationale peut finir par dominer l'industrie en utilisant son avantage technologique comme un frein efficace à l'entrée sur le marché d'entreprises nationales ou internationales.

- La question de la domination industrielle est particulièrement pertinente dans le cas d'une multinationale qui userait de sa spécificité comme un avantage pour pousser le gouvernement d'un pays d'accueil à faire des concessions. Au début du développement de

L'industrie informatique par exemple les entreprises ont souvent tenté d'obtenir des droits d'exclusivité afin que seules leurs marques soient produites ou commercialisées et pour imposer leur propre service après-vente. Elles désiraient également être les seules à assurer la maintenance ou à agréer des techniciens; en d'autres termes, elles excluaient les fournisseurs locaux. L'une des principales inquiétudes quant à cette position dominante est que les multinationales utilisent leur puissance et leur influence pour s'ingérer dans les décisions économiques et politiques des gouvernements de leurs pays d'accueil afin de satisfaire leurs propres intérêts.

- L'influence culturelle des multinationales est un sujet controversé et suscite l'indignation nationale quand à leur présence et à leurs comportements dans leurs pays d'accueil. En introduisant de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes de travail et en remettant en cause la conception du management, les multinationales sont à l'origine de changements culturels dans leurs pays d'accueil. L'arrivée de McDonald's à Moscou au début des années 1990 par exemple, a annoncé un concept totalement nouveau dans l'industrie alimentaire: les consommateurs russes ont été traités avec politesse et professionnalisme, ce qui leur était totalement étranger jusque là, les systèmes marketing et logistiques ont été complètement restructurés et, plus important encore, les habitudes alimentaires des moscovites ont été modifiées. Ce n'est qu'avec le temps qu'on saura si tout ou une partie de ces changements ont été opportuns, mais il semble déjà que la génération la plus âgée nourrisse un certain ressentiment quant à l'intrusion culturelle de McDonald's.

- Il existe également un risque que les IDE des multinationales conduisent à l'éviction de l'investissement national et à une fuite des

capitaux qui pourraient mettre en danger les perspectives de croissance à long terme du pays.

- Dans certain cas, les fusions et acquisitions orchestrées par les multinationales peuvent étouffer la concurrence nationale et décourager l'entrepreneuriat.
- Les répercussions positives sur la balance des paiements peuvent ne pas montrer si la multinationale dirige ou non sa production vers le seul marché national.
- L'impact sur les fournisseurs locaux peut parfois être limité si l'entreprise est intégrée verticalement et qu'elle produit elle-même la plupart des éléments et des composants.
- Le transfert de technologie moderne peut déboucher sur une dépense technologique du pays d'accueil, sur une baisse de la recherche et développement, ainsi qu'une baisse de l'emploi et des importations.
- Dans les cas où la multinationale possède un service de marketing centralisé, l'emploi des cadres locaux peut diminuer et donner naissance au « syndrome de la succursale ».

PARTIE II : L'IDE EN ALGERIE , REALITES ET PERSPECTIVES

Le processus de transition d'un système économique centralisé à une économie de marché a imposé au Gouvernement algérien, dès le début des années 90, une politique de réformes structurelles qui a rendu possible le rétablissement des équilibres macroéconomiques et la libéralisation de l'économie. Ces réformes ont permis d'améliorer certaines performances en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB) et le développement d'un secteur privé plus dynamique, entraînant par conséquent un plus grand flux entrant d'investissements étrangers directs (IDE). En effet, en 2002, l'Algérie s'est classée premier pays hôte d'IDE au Maghreb et troisième en Afrique.

Cependant, ces résultats restent modestes par rapport au potentiel d'investissement du pays. Bien que l'Algérie ait obtenu des résultats positifs dans certains secteurs, tels que les hydrocarbures, les télécommunications, la pharmacie, la sidérurgie et la chimie, les réformes introduites au cours des 10 dernières années ont été insuffisantes pour permettre au pays de bénéficier significativement des externalités positives de l'IDE (création d'emplois, transfert de technologie et de savoir-faire, accès aux marchés internationaux, etc.).

L'accroissement relatif des flux d'IDE constitue un bon résultat, car il montre l'intérêt des investisseurs pour les indéniables atouts que possède l'Algérie. En effet, le pays dispose de richesses naturelles importantes, en particulier énergétiques, d'un marché de taille significative, d'un environnement macroéconomique sain, d'une position géographique enviable et d'une main-d'œuvre abondante, quoique insuffisamment qualifiée par rapport aux besoins de l'économie nationale.

Si les statistiques montrent que l'Algérie a été, en 2004 par exemple le premier pays d'accueil des étrangers au sud et à l'est de la Méditerranée c'est grandement due au secteur des hydrocarbures. Maintenant il reste à connaître pourquoi en dehors des hydrocarbures les IDE ne sont pas significatifs dans le reste des secteurs de l'économie? Quels sont les obstacles qui risquent d'empêcher la pérennisation des IDE en Algérie? Comment l'Algérie peut-elle maximiser les avantages de l'IDE?

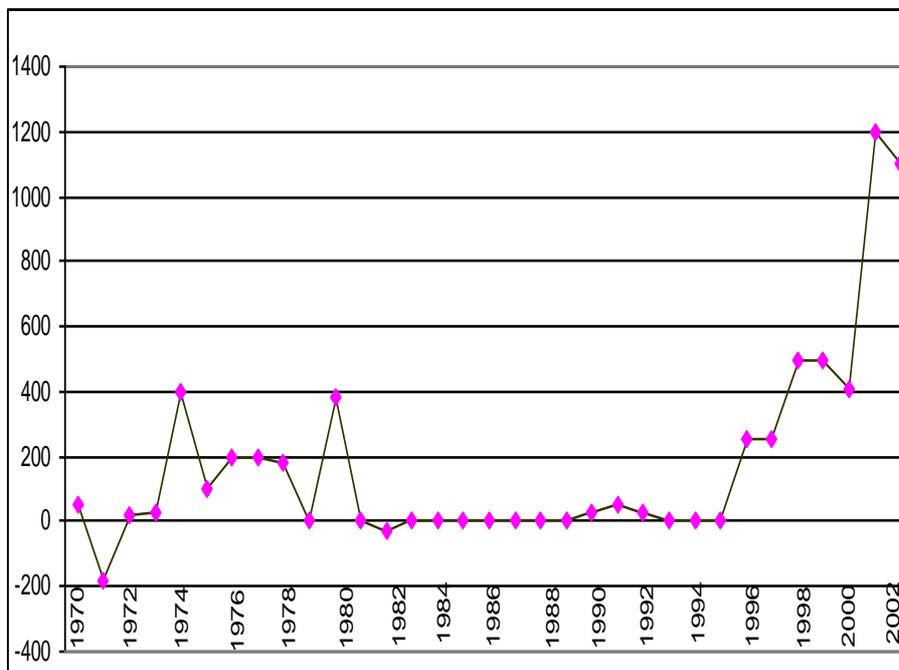
I- l'évolution des IED en Algérie

Les investissements étrangers en Algérie ont suivi une évolution contrastée, Deux grandes périodes caractérisent l'évolution des IDE en Algérie : de 1970 à 1994 d'une part et depuis 1995 d'autre part. -La première période (1970-1994) reflète l'importance des IDE dans le secteur des hydrocarbures, suite à la décision prise par l'Algérie en 1971 d'ouvrir cette industrie aux capitaux étrangers ; ceux-ci ont été massivement investis dans le raffinage, l'exploration, la production et le transport du pétrole et du gaz naturel.

L'attractivité de ce secteur s'est accrue suite aux chocs et contrechocs pétroliers des années 70 et 80. L'augmentation du prix du pétrole et l'interdiction faite aux grands groupes pétroliers de posséder des champs pétrolifères ont rendu d'autant plus intéressants les investissements dans les infrastructures pétrolières et gazières et permis par la même occasion de pallier le manque de ressources financières nécessaires pour l'entretien et la mise à niveau de celles-ci. Néanmoins, avant 1992, l'Algérie n'autorisait pas les sociétés étrangères à produire directement pour leur propre compte ; elles pouvaient cependant bénéficier de contrats de partage de production ou autres contrats de prestation de service avec la Sonatrach. Cependant, la décennie 80 est caractérisée par une quasi-absence d'IDE. Les divers gouvernements de cette période, réticents à toute intervention étrangère, ont en outre remis en cause le plan

VALYD (valorisation des hydrocarbures) qui prévoyait un programme ambitieux d'investissements. Cette remise en cause a conduit à un quasi-arrêt des investissements, car les nouveaux IDE dans le secteur des hydrocarbures, sans être formellement interdits, n'ont pas été suffisamment encouragés.

Graphique N°(02): flux d'IDE entrant en Algérie (1970-2002)²¹
(Millions de dollars)



-La deuxième période (à partir de 1995) est marquée par le premier accord de rééchelonnement de la dette en 1994 : des efforts considérables ont alors été entrepris pour améliorer le climat des affaires dans le cadre du programme d'ajustement structurel. Les IDE ont connu une expansion non négligeable, à la suite des signaux positifs envoyés et par les autorités algériennes (l'amélioration du climat de l'investissement) et par les marchés internationaux des hydrocarbures (Augmentation de la production suite à l'explosion de la demande notamment à la suite de l'apparition du géant chinois sur la scène internationale parmi les plus grands consommateurs de l'énergie)

malgré leur concentration dans un nombre limité de secteurs les plus prometteurs. Cet essor est dû essentiellement aux opérations de privatisation, d'ouverture de la production et certaines activités en amont et en aval des activités pétrolières et gazières au capital étranger. Cela signifie que l'afflux des IDE est dû non pas à l'attraction du pays mais à l'attraction de certaines opérations seulement.

Tableau N°(03) : évolution des montants d'IDE vers la région MEDA (en millions de dollars)²²

Flux d'IDE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Algérie	260	501	507	438	1196	1065	634	882	1081	3000
Chypre	491	264	685	804	652	297	891	1079	1166	n.a
Egypte	887	1065	2919	1235	510	647	237	2157	5376	5300
Israël	1628	1760	2889	4392	3044	1648	3745	1619	5587	13200
Jordanie	364	310	158	787	100	56	436	651	1532	1500
Liban	150	200	250	298	249	257	2860	1899	2573	1000
Maroc	1188	417	1376	423	2808	428	2429	1070	2933	2897
A.Palestine	149	58	19	76	51	41	n.a	3	n.a	n.a
Syrie	80	82	263	270	205	225	180	275	500	2000
Tunisie	365	668	368	779	486	821	584	639	782	3312
Turquie	805	940	783	982	3266	1037	1752	2837	9681	17100

II- Les atouts de l'Algérie en matière d'investissements directs étrangers :

- Des équilibres macroéconomiques au vert :

C'est dans ce nouveau contexte économique en nette amélioration, caractérisé par des finances publiques saines, des équilibres macroéconomiques retrouvés, un ratio d'endettement favorable et une volonté forte de transformation du système économique, que les derniers investissements étrangers se sont réalisés en Algérie.

-En matière de croissance: L'Algérie continue de profiter du dynamisme des marchés pétroliers mondiaux. Sa performance est solide, affichant une forte croissance et des excédents budgétaires et extérieurs importants.

Le taux de croissance du PIB réel de l'Algérie est passé de 3 % par année en 2000–02 à 6 % en 2003–04, essentiellement sous l'effet d'une politique budgétaire expansionniste et de l'augmentation de la production des hydrocarbures. La hausse des cours du pétrole a permis à l'Algérie de renforcer encore plus sa position extérieure.

Le tableau N° (04): montre les taux de croissance passés et futurs du PIB²³

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
6.8	5.1	5.2	5.5	5.8	4.6	5.0

-L'inflation a été remarquablement maîtrisée, passant de 29,7 % en 1995 à 1,4 % en 2002.

- De leur part les principaux indicateurs d'endettement extérieur se sont sérieusement améliorés depuis l'année 2000. L'encours de la dette extérieure (en pourcentage du PIB) a décliné, passant de 46.1 % fin 1999 à 15 % en 2005 , l'encours de la dette extérieure par rapport au recettes en devises du pays (exportations de biens et services)a été divisé par près de 6 ,se situant à 0.34 en 2005 en raison de la montée rapide du prix des hydrocarbures ,. La dette extérieure serait à la fin de l'année 2006 de 4.9 milliards de dollars soit 4.3 % du PIB.

-En 1999 les réserves de change, qui s'élevaient à 4.4 milliards de dollars, représentaient 4.6 mois d'importations, en 2006 les réserves de change atteignent 74.6 milliards de dollars soit l'équivalent de 25 mois d'importations.

La solvabilité extérieure de l'Algérie, si importante pour la confiance des investisseurs et le risque pays, sont assurés pour le moyen et long termes.

-Libéralisation et réforme de l'économie:

La politique des réformes engagée par l'Algérie depuis le début des années 90 a pour but une transformation profonde de l'économie , avec la définition d'un cadre juridique nouveau en faveur de l'économie de marché ,des mesures de stabilisation macroéconomique ,et des plans de restructuration sectorielle en vue de l'intégration de l'économie algérienne dans l'économie mondiale .Selon les experts de la CNUCED les bons résultats enregistrés récemment par l'Algérie en ce qui concerne les flux entrants d'IDE confirment une sensible amélioration de l'environnement économique national. Afin d'améliorer son attractivité et de profiter des flux accrus de l'IDE, le gouvernement algérien s'est engagé,à partir des années 90,dans une série de réformes structurelles, tendant à assurer la stabilisation macroéconomique et la libéralisation du commerce extérieur. La signature du programme d'ajustement structurel a permis de lancer un mouvement de stabilisation puis de libéralisation économique très important sous l'égide des institutions de Bretton Woods.

Cela a déterminé la réalisation d'importantes réformes, à savoir la privatisation et l'ouverture du capital des entreprises publiques dans des secteurs clefs de l'économie nationale (télécommunications, chimie et pétrochimie, mécanique, sidérurgie, cimenteries, agroalimentaires), une plus grande ouverture des marchés et un programme de réformes financières.

Parmi les réformes les plus importantes, l'ordonnance de 2001 et la création de l'ANDI ont été des étapes décisives dans l'amélioration du cadre de l'investissement et la mise en valeur des potentialités dont dispose le pays. Par ailleurs, le gouvernement a mis en place en 2001 un programme de soutien à la relance économique (PSRE) d'une enveloppe de 525 milliards de dinars (environ 7 milliards de dollars) sur 4 ans qui a déjà donné des résultats encourageants, notamment dans l'agriculture avec le Programme national de développement agricole (PNDA), les infrastructures, l'énergie, l'habitat, etc. Les entretiens menés par la CNUCED auprès des investisseurs étrangers ont permis de noter une forte convergence d'opinion sur l'efficacité du PSRE qui permettra, dans un avenir proche, d'améliorer l'environnement de l'investissement et d'identifier et mettre en valeur les potentialités du pays.²⁴

-Disponibilité des ressources naturelles :

La disponibilité des ressources naturelles représente un atout majeur pour l'économie nationale qui devrait pouvoir jouer un rôle géostratégique dans la région. En effet l'Algérie est un gros exportateur d'hydrocarbures (pétrole et gaz). C'est le quatorzième exportateur de pétrole du monde et il fournit près de 20 % du gaz naturel de l'Europe. En 2004, la production pétrolière était de 1,9 million de barils par jour, et la production commercialisée de gaz se chiffrait à 225 millions de mètres cubes par jour (environ 3 % de la production mondiale).

Le secteur des hydrocarbures domine l'économie, représentant 38 % du PIB, 98 % des exportations de biens et 71 % des recettes budgétaires en 2004.

L'Algérie est encore considérée comme étant relativement sous explorée. Les réserves prouvées de pétrole brut sont estimées à 11,8 milliards de barils. Toutefois, les réserves récupérables de pétrole brut pourraient atteindre 28 milliards de barils, selon l'Enquête Géologique américaine en 2005. L'Algérie dispose également de réserves prouvées de gaz naturel d'environ 4500 milliards de mètres cubes, ce qui la

place au septième rang dans le monde, alors que d'importantes découvertes de réserves supplémentaires sont attendues dans les années à venir.

Le secteur des hydrocarbures est ouvert depuis près de 20 ans. En 2004, les partenaires étrangers représentaient un peu moins de la moitié de la production de pétrole brut de l'Algérie (14 % pour le gaz). Cependant, tous les investisseurs étrangers avaient l'obligation de s'associer à la société nationale d'hydrocarbures, la Sonatrach. Les arrangements contractuels complexes imposés par la loi ont de plus en plus gêné le financement des besoins en investissements de l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures en amont (estimés à 70 milliards de dollars EU pour 2005–15).

Dans ce contexte, l'une des plus grandes opérations conjointes est le partenariat entre la Sonatrach, Andarko (États-Unis), Lasmo (États-Unis) et Maersk Oil (Danemark) pour l'exploitation d'un gisement de pétrole au sud de Hassi Berkine. D'autres partenaires de la Sonatrach se sont impliqués dans différents projets ; il s'agit des groupes étrangers suivants : First Calgary Petroleum Ltd. (Canada), Burlington Resources (États-Unis), Talisman (Canada), CEPSA (Espagne), Halliburton (États-Unis), Arco (États-Unis, appartenant maintenant à BP), Tullow Oil (Irlande), Teikoku Oil (Japon), Agip (Italie) et BHP (Australie).

- L'Algérie : un grand marché ,à proximité des grands marchés potentiels :

Par rapport à ses voisins du maghreb, l'Algérie bénéficie auprès des entreprises intéressées par la région d'un marché plus étendu, car l'accès et la taille du marché intérieur sont des facteurs décisifs dans la prise de décision d'investir sur place .Les entreprises installées en Algérie jugent la taille du marché intérieur encore plus importante qu'elles ne le pensaient avant leur installation .²⁵

De plus , la proximité géographique de l'Algérie des marchés européens est déterminante pour le développement futur de l'Algérie. Confinant avec l'Europe, l'Afrique et des pays arabes, l'Algérie bénéficie d'une position géographique stratégique pour la mise en valeur de son potentiel d'investissement : cette remarquable position devrait en effet favoriser les investissements étrangers orientés vers l'exportation et lui permettre de tirer avantage de l'accord de partenariat avec l'UE pour la création d'une zone de libre-échange.

En effet, plusieurs grands groupes (notamment français et italiens) voient dans le pays une base industrielle alternative pour une délocalisation de leur production. Ainsi, le partenariat euro-méditerranéen, qui devrait aboutir en 2010 à la création d'une vaste zone de libre-échange entre les deux rives de la Méditerranée, représente un défi très important à relever pour l'Algérie et pour l'ensemble des pays maghrébins. La concurrence des produits européens obligera les autorités algériennes à mettre en place un programme de mise à niveau d'envergure de ses infrastructures (comme cela a été le cas de la Tunisie depuis 1997) et conduira nécessairement les entreprises à accroître leur compétitivité.

- L'Algérie a récemment entériné un Accord d'association avec l'Union européenne (AAUE):²⁶

L'AAUE s'inscrit dans la foulée des efforts accrus de l'Union européenne visant à élargir et à approfondir ses relations avec les pays du Sud-est méditerranéen. Il s'agit d'un accord de partenariat de grande envergure dont les retombées sont tout à la fois économiques, financières, sociales, culturelles, technologiques, politiques et sécuritaires. Au centre de l'accord est la libéralisation progressive du commerce des biens et des services, ainsi qu'une libéralisation accrue des mouvements de capitaux. L'accord prévoit la mise en place sur 12 ans, au moyen de l'élimination graduelle des droits de douanes, d'une zone de libre-échange pour la plupart des produits industriels, ainsi qu'un accès préférentiel pour certains produits agricoles. L'UE est déjà le principal partenaire commercial de l'Algérie : plus de 60 % des importations algériennes proviennent de l'UE et 55 % de ses exportations, surtout des produits d'hydrocarbures, sont destinées à l'UE. La suppression de la protection tarifaire en Algérie accroîtra l'accès des entreprises européennes au marché algérien. Comme le pays bénéficie déjà, en vertu de l'Accord de coopération économique et commerciale signé en 1976, de l'admission en franchise de ses exportations de produits manufacturés vers l'UE, il n'y aura pas d'effet immédiat d'expansion de marché pour ses entreprises.

L'Algérie est le huitième pays méditerranéen à adopter un AAUE. Le fait que l'Algérie soit un des derniers pays à entériner un accord lui permet de dégager des conclusions des expériences de ses prédécesseurs, et ce, bien que la structure de l'économie algérienne diffère quelque peu de celle des autres pays méditerranéens. Par ailleurs,

comme elle s'est engagé plus tardivement que d'autres dans cette voie, l'Algérie doit s'empresse de rattraper ses voisins.

L'un des avantages susceptible de découler de l'AAUE est une augmentation de l'investissement direct étranger. En général, les accords de libre-échange, y compris les AAUE, sont interprétés par les investisseurs étrangers comme un indice d'une plus grande ouverture internationale. Cet important avantage économique de l'AAUE peut accroître les incitations actuelles à l'investissement, comme les coûts de main-d'œuvre relativement peu élevés de l'Algérie et sa proximité des marchés européens. La décision récente de l'Algérie de libéraliser le secteur de l'énergie contribuera aussi sensiblement à attirer l'investissement direct étranger. En revanche, l'absence de libéralisation des services et de droit d'établissement ne peut que limiter la capacité d'attirer l'investissement direct étranger.

III- Climat des affaires en Algérie: insuffisances et perspectives d'amélioration

Malgré le potentiel de l'Algérie en matière d'investissements directs étrangers, et malgré les efforts considérables qui ont été menés en vue de traduire dans la réalité juridique le régime favorable à l'égard de l'IDE, malgré cette forte volonté politique, de nombreux obstacles à l'investissement subsistent et sont de nature à décourager les IDE désireux de venir s'implanter en Algérie. En effet et selon le FMI le climat des affaires en Algérie la classe à un niveau inférieur à 18 pays concurrents situés à la périphérie de l'Union européenne.

Quelles sont les insuffisances et perspectives d'amélioration du climat des affaires en Algérie.

1) l'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger: Plusieurs entités sont chargées des activités liées aux investissements étrangers directs, à savoir le Ministère de la participation et de la promotion de l'investissement (MDPPI), le Conseil national de l'investissement (CNI) et l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) placée sous l'autorité directe du chef du Gouvernement. Cependant, et selon la CNUCED, aucun de ces organismes n'est chargé exclusivement de l'investissement étranger direct. Les bons résultats en termes de flux d'IDE enregistrés lors des deux dernières années ne doivent pas masquer le problème du chevauchement des attributions de ces organismes, chevauchement qui

contribue à renforcer l'idée chez les opérateurs privés étrangers d'un manque de clarté et de vision globale dans la politique de l'investissement mise en place par les autorités algériennes.²⁷

Ce déficit d'image et de communication caractérise actuellement l'Algérie auprès des investisseurs privés étrangers. En particulier, le poids de l'État dans l'économie et le climat général des affaires sont perçus comme peu favorables à la création de richesse et donc à l'attraction d'IDE. De plus, les réformes achevées n'ont pas été présentées de manière claire aux investisseurs privés potentiels. À ce sujet, le pays devrait mettre en place des mesures concrètes afin de combler cette lacune et garantir l'application concrète des règles et lois existantes.

Selon Abdellatif Benachou, l'ancien ministre des finances, l'information des investisseurs intéressés par l'Algérie sur le climat des affaires dans le pays passe en premier lieu par le "bouche à oreille", et les premiers installés constituent la source principale d'information, bien avant les institutions nationales et les chancelleries²⁸.

Les autorités algériennes doivent donc œuvrer pour améliorer l'image de marque du pays et informer convenablement les investisseurs sur les avantages qu'il pourrait tirer en investissant en Algérie. Elle doivent donc :

- Simplifier les relations entre les organismes étatiques chargés de l'IDE et renforcer la coordination en déterminant clairement la fonction de chaque organisme

- Assurer une meilleure formation du personnel de l'ANDI et des diplomates en poste à l'étranger ;

- Mettre en place une stratégie de promotion de l'investissement à travers l'ANDI. Il est cependant nécessaire de faire auparavant un audit de l'Agence afin qu'elle puisse répondre aux critères internationaux de promotion des IDE. Ainsi, l'ANDI pourrait organiser une campagne internationale de marketing portant sur le potentiel d'investissement en s'appuyant sur le corps diplomatique en poste à l'étranger, celui-ci pouvant jouer un rôle actif en termes de techniques de ciblage des investisseurs.

- Élaborer une politique de promotion de l'investissement et de communication portant sur les réformes les plus importantes réalisées par l'Algérie auprès de la communauté internationale des affaires, par la mise en ligne de textes législatifs en plusieurs langues. D'où la nécessité de former des diplomates, la mise de ces textes à la disposition de toutes

les ambassades algériennes à l'étranger et l'organisation de séminaires de vulgarisation. Cette politique exige la mise à jour continue des sites web de l'État (en particulier ceux des Ministères compétents, de l'ANDI et du Journal officiel).

2) Réformes du secteur bancaire: un bilan mitigé

Une étude, réalisée par des experts de UE montre que si l'Algérie possède des atouts certains pour attirer les IDE (taille de marché, énergie, coût de la main d'œuvre dont la qualification devait être améliorée cependant), l'état du système bancaire notamment constitue le premier obstacle majeur à l'IDE, il est classé bien avant la sécurité du pays et la lourdeur des procédures douanières et administratives²⁹.

Selon le rapport de la CNUCED portant sur l'examen de la politique de l'investissement en Algérie, le secteur bancaire a connu des mutations, mais reste marqué par des archaïsmes à la fois dans les méthodes de gestion et dans la gamme des produits offerts aux opérateurs économiques. Pendant longtemps orientées quasi exclusivement vers le secteur public, les banques publiques se tournent de plus en plus vers les investisseurs privés. La réforme de 1990 dite «loi sur la monnaie et le crédit» a constitué le socle sur lequel reposent les tendances réformatrices du secteur bancaire. Ainsi, de nouveaux agréments et autorisations d'exercice ont été accordés à plus d'une dizaine de banques privées nationales ou étrangères. Cette ouverture a permis l'émergence d'une concurrence entre les banques, mais le secteur public reste dominant à la fois par le volume des engagements, la densité du réseau et le niveau de risques. Les banques privées restent prudentes et prennent peu d'engagements : en effet, elles sont encore peu nombreuses et la présence des banques étrangères reste limitée. Cependant, les autorités publiques ont encore de grands efforts à faire pour mettre à niveau un système bancaire qui demeure archaïque et fragile.

Ce secteur reste dominé par la forte présence de l'État. Le nombre de banques privées a certes augmenté, mais elles ne représentent que 6 % du marché. Par ailleurs, avec la faillite de la Banque El Khalifa et le retrait d'agrément de la Banque commerciale et industrielle de l'Algérie (BCIA), l'image du secteur bancaire algérien reste très négative auprès des investisseurs potentiels. En effet, le système bancaire ne semble pas être en mesure de garantir les opérations financières relatives aux investissements. Le rôle de la Banque d'Algérie dans ce domaine est

notamment décrié. Cependant, l'adoption récente de l'ordonnance modifiant la loi sur la monnaie et le crédit va permettre de renforcer la sécurité financière, et améliorer nettement le système de paiement et la qualité du marché, comme l'a indiqué l'Association algérienne des banques et établissements financiers. Il est à noter que depuis le processus de réforme bancaire de 2000, l'environnement bancaire et financier s'est certes amélioré du point de vue des investisseurs étrangers, mais qu'il ne répond toujours pas aux besoins de ces derniers.

Afin d'identifier et de mettre en valeur les potentialités du pays dans le secteur bancaire, le rapport de la CNUCED propose les recommandations suivantes :

1) Renforcer le partenariat entre les banques nationales et étrangères, par les prises de capital afin de favoriser le transfert de compétences dans le domaine des services bancaires et financiers, l'amélioration de la qualité de l'information et la modernisation des techniques de paiement.

2) Renforcer le contrôle de la Banque centrale, afin d'éviter d'autres faillites du type El Khalifa et BCIA; cela permettrait de renforcer la crédibilité et la confiance des investisseurs dans le marché bancaire et financier algérien et améliorer l'image du secteur tout entier.

3) Accroître les compétences en techniques financières de Marché et en ingénierie financière en mettant en place des programmes de formation spécialisée. Permettre aux institutions financières de s'engager dans toutes les activités financières sous la surveillance d'une véritable autorité de contrôle.

3) Un coût élevé de la pratique des affaires:

Les carences dans le climat des affaires en Algérie pourraient nuire au processus par lequel le secteur privé remplacera l'État en tant que moteur de la création d'emplois. Les autorités ont adopté plusieurs réformes structurelles importantes visant le pouvoir judiciaire, le secteur de l'énergie, le secteur financier et l'administration des impôts, toutes ayant pour objet d'améliorer le climat des affaires. Toutefois, ces réformes ne réduiront pas rapidement les coûts des entreprises en Algérie.

Un grand nombre d'entreprises ont participé à l'enquête d'évaluation du climat d'investissement de l'Algérie effectuée par la Banque mondiale en 2002. Par rapport aux 17 autres pays concurrents pour lesquels des

données sont disponibles, l'échantillon des entreprises ayant servi pour l'enquête en Algérie comportait la plus forte proportion d'entreprises étrangères et la deuxième plus importante proportion de petites entreprises. Ces données accroissent l'utilité de l'enquête sur le climat des investissements comme instrument pour comprendre le climat des affaires auquel font face les PME algériennes exposées à la concurrence internationale. Selon cette enquête³⁰, l'attractivité de l'Algérie comme lieu d'exercice d'une activité d'entreprise est inférieure à celle de tous ses pays concurrents. La Bulgarie figure à l'avant-dernière place sur la liste relative à l'attractivité. Il convient de signaler qu'environ la moitié des PME ayant participé à l'enquête en Algérie ont déclaré que les d'imposition constituaient un obstacle important ou très sérieux au fonctionnement des entreprises, alors que seulement 20 % des grandes entreprises se sont dites du même avis.

Selon l'enquête de la banque mondiale, les écarts les plus importants entre l'Algérie et les pays concurrents concernent le paiement des impôts, les services financiers: l'obtention de crédit et l'exécution des contrats enregistrement de la propriété.

En matière de fiscalité: Des 19 pays comparés dans le cadre de cette enquête, l'Algérie a la deuxième pression fiscale la plus élevée, derrière l'Albanie. L'impôt total algérien est déterminé surtout par son taux maximum d'impôt sur les bénéfices des sociétés (30 %), sa taxe professionnelle (2 % des ventes), et son taux standard de TVA (17 %). Le nombre de paiements de taxes que les PME doivent effectuer chaque année est également plus élevé en Algérie que dans tous les autres pays concurrents.

Le tableau N° : (05) montre que l'entreprise algérienne subit une pression fiscale (taux d'imposition globale en pourcentage des bénéfices) élevée.³¹

L'impôt sur le bénéfices (% des profits)	Algérie	Région	OCDE
	9.9	16.7	20.7
Impôt et charges sociales	29.6	18.7	23.7
Autres taxes (% des profits)	36.9	5.5	3.5
Taux d'imposition globale	76.4	40.8	47.8

Le tableau N°: (06) suivant résume les forces, faiblesses, opportunités et menaces du potentiel d'investissement en Algérie³²

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Rétablissement des équilibres macroéconomiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Retard dans les infrastructures
<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation positive des réformes achevées par les milieux étrangers des affaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement dans la mise en place des réformes de deuxième génération
<ul style="list-style-type: none"> • Volonté réformatrice des autorités 	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement important dans les réformes financières et bancaires
<ul style="list-style-type: none"> • Faible coût de l'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès au financement pour les PME/PMI
<ul style="list-style-type: none"> • Taille potentielle du marché (30 millions de consommateurs) 	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur informel important
<ul style="list-style-type: none"> • Force de travail jeune et maîtrisant plusieurs langues 	<ul style="list-style-type: none"> • Lenteurs judiciaires
<ul style="list-style-type: none"> • Proximité géographique de marchés potentiels : Europe et Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès au foncier industriel
<ul style="list-style-type: none"> • Progressive intégration économique régionale (UMA/UE) et mondiale (OMC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Fort déficit d'image et de communication
<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de ressources naturelles et politiques proactives de mise en valeur de ces dernières 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'information qualitative sur les IED par secteur d'activité et par origine
<ul style="list-style-type: none"> • Ressources humaines abondantes et flexibilité du marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'expertise en terme d'IED et de ciblage des secteurs
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Hydrocarbures et énergie 	<ul style="list-style-type: none"> • Lenteur des déréglementations
<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures des NTIC (IPS, E-banking, Satellite, Wireless...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Lenteur bureaucratique de l'administration publique
<ul style="list-style-type: none"> • Mines 	<ul style="list-style-type: none"> • Retard dans la mise à niveau des fonctionnaires de l'administration publique

<ul style="list-style-type: none"> • Agroalimentaire Privatisation d'Algérie Télécom en 2003 Troisième licence GSM 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible taux de pénétration des NTIC qui limite le développement du secteur dans son ensemble
<ul style="list-style-type: none"> • Tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Fuite des cerveaux
<ul style="list-style-type: none"> • Électronique Parc technologique de Sidi-Abdallah Pêche 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à niveau des politiques nationales et vis-à-vis des obligations internationales de l'Algérie
<ul style="list-style-type: none"> • Future adhésion à l'OMC 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination entre les politiques nationales
<ul style="list-style-type: none"> • Zone de libre-échange avec l'UE prévue en 2010 	<ul style="list-style-type: none"> • Chevauchement des fonctions des institutions chargées de l'investissement

CONCLUSION

Les autorités algériennes doivent maintenant relever un défi de taille, à savoir l'amélioration du climat des affaires et la création d'un environnement économique plus attractif pour les IDE qui permet à l'Algérie d'être plus compétitive au niveau international, c'est-à-dire augmenter sa participation dans la production et les exportations mondiales, et intégrer le processus de mondialisation de l'économie - par le haut – L'Algérie doit agir en tant qu'acteur et non pas comme simple sujet passif et participer aux bénéfices du libre échange et du commerce mondial.

L'amélioration du climat des affaires est, pour une bonne part, tributaire de la détermination de l'Algérie à poursuivre les réformes, car l'expérience des autres pays concurrents de l'Algérie indique que seuls les pays déterminés à entreprendre des réformes bénéficient pleinement et rapidement d'une croissance plus élevée et de l'investissement direct étranger. L'évolution économique favorable de la Jordanie et de la Tunisie est, selon toute vraisemblance liée aux réformes économiques de grande envergure qui ont accompagné la libéralisation du commerce de ces pays. La Jordanie, la Tunisie et le Maroc ont enregistré une augmentation de leur croissance économique et des entrées d'investissement direct étranger qui ont permis d'augmenter la part de marché de ces pays au niveau mondial.

A l'heure actuelle, l'économie algérienne est-elle attractive et compétitive ? La réponse est malheureusement négative si on croit le

jugement des institutions internationales à savoir le FMI , le forum de Davos, la Banque Mondiale, cette dernière, et chaque année depuis dix ans, juge le climat des affaires en Algérie mauvais et peu attractif .Cela explique pourquoi la plupart des entreprises étrangères sont d'accord pour faire du commerce en Algérie sans y effectuer des investissements lourds ,pendant que nos voisins les plus proches bénéficient des avantages qu'offre les IDE .A titre d'exemple, après Renault qui a choisi d'installer sa première usine d'Afrique au Maroc, c'est au tour de Latécoère, le principal sous-traitant d'Airbus, de délocaliser son usine toulousaine vers le Maghreb .Cette fois, c'est la Tunisie qui a réussi à attirer ce conséquent investissement créateur d'un millier d'emplois.

Il est clair que pour les investisseurs étrangers, seules comptent les réelles possibilités offertes par les pays d'accueil de réaliser des taux de profit substantiels, meilleurs ici qu'ailleurs, et les firmes multinationales évaluent ces possibilités de profit à l'aune d'un certain nombre de facteurs connus, car les investisseurs étrangers exigent surtout une bonne lisibilité des perspectives économiques du pays d'accueil, des taux de croissances économiques intéressants et un coût de travail compétitif pour une main-d'œuvre de bonne qualification³³ .

Une étude de la CNUCED a montré que les relations entre les Etats et les multinationales reposent sur un malentendu, quand les Etats attendent des IDE qu'ils soient un levier de développement et de croissance, les multinationales gardent pour ligne d'horizon un impératif de rentabilité et de profit. Ces deux objectifs ne se rencontrent pas forcément. L'IDE est bénéfique pour le pays d'accueil si ce dernier a une réelle capacité d'absorption faite d'une politique de développement cohérente, d'une matière grise réelle, d'entreprises locales performantes, car l'IDE dans un pays à économie désorganisée où les élites managériales sont peu nombreuses profite nettement plus aux multinationales qu'au pays d'accueil³⁴.

Bibliographie

1 Le site de l'institut national (français) des statistiques et des études économiques :

www.educnet.education.fr/insee .

2 Le site de l'organisation pour la coopération et le développement économique :

www.oecd/dataoecd/pdf.

3 Andrew Haririson,Ena Elsey .Business international et mondialisation. De boeck. Bruxelles. 2004. p 316

4 Karl P.savant, Padma Mallampally .L'investissement direct étranger dans les pays en développement. Sur le site de l'FMI

www.imf.org/external/pubs/ft/mallampa.pdf

5 Richard E.Caves, Jeffrey A.Frankel. Commerce et paiements internationaux. De boeck. Bruxelles.2003. p188

6 Josette Peyrard. Gestion financière internationale. Librairie Vuibert .Paris. 1999. p 351

7 Andrew Haririson,Ena Elsey.op cit p62.

8 Ibid.p62

9 Le rapport 2006 sur l'investissement dans la monde sur le site de la CNUCED / www.unctad.org/fr/docs. p1.

10 Ibid. p 13

11 Claire Mainguy. L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement. Sur

www.regionetdeveloppement.u3mrs.fr/pdf/r20/r20-Mainguy.pdf .p69

12 Ibid .p69

13 Karl P.savant, Padma Mallampally.op.cit.p35

14 Claire Mainguy.op.cit.p71

16 Abdelmadjid Bouzidi. "Investissements directs étrangers: utiles, mais coûteux." .Le soir d'Algérie. 27/06/2007. p24.

17 Marouane Alaya. Investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la Méditerranée .sur le site www.beagle.u-

bordeau*4.fr/alaya.pdf. P5.

18 Examen de la politique de l'investissement en Algérie. Sur le site de la CNUCED www.unctad.org/fr/docs.pdf . p 21.

19 Marouane Alaya. Op.cit. p3

20 Andrew Haririson,Ena Elsey.op cit .p85.

21 Examen de la politique de l'investissement en Algérie. Op. cit. p6.

22 IDE dans la région MEDA en 2006. Sur le site de anima
www.animaweb.org p9.

- 23 Abdellatif Benachenhou .**Les nouveaux investisseurs**. Alpha Design. 2006 p196.
- 24 **Examen de la politique de l'investissement en Algérie**. Op. cit .p64.
- 25 Abdellatif Benachenhou. Op .cit.p236.
- 26 Algérie : questions choisies. Sur le site de FMI www.imf.org
- 27 **Examen de la politique de l'investissement en Algérie**. Op. cit .p89.
- 28 Abdellatif Benachenhou. Op .cit.p236.
- 29 Abdelouahab Rezig . Algérie, Brésil, **Corée de sud trois expériences de développement**. OPU.Alger. p125.
- 30 Algérie : questions choisies. Op .cit.p32.
- 31 Abdelmadjid bouzidi. "**Climat des affaires en Algérie : aucune amélioration**". Le soir d'Algérie. 19/11/2007. p24
- 32 **Examen de la politique de l'investissement en Algérie**. Op. cit. .p67.
- 33 Abdelmadjid bouzidi. "**Fabriquer la croissance autrement**". Le soir d'Algérie. 04/04/2007. p24.
- 34 Abdelmadjid Bouzidi. "**Investissements directs étrangers: utiles, mais coûteux.**" .op. Cit. . p24.